BAUX KATHLEEN
Résidence Les Oustalous,
Bât. La Palombière, App. 47,
57 rte d'Espagne, 31100 TOULOUSE

Chambre des Appels Correctionnels
Madame Claudine FORKEL
Présidente de Chambre
Cour d'Appel de PARIS
10 bd du Palais, 75001 PARIS

CONCLUSIONS SUR LE FAUX CABLE 63 KV

POUR La partie civile **Kathleen BAUX**, N° 2052, 57 route d'Espagne, 31100 TOULOUSE
P.C. n°261 au procès de 1^{ère} instance

CONTRE **SOCIETE GRANDE PAROISSE**
Monsieur SERGE BIECHLIN
Prévenus

SCP SOULEZ-LARIVIERE, Avocats au Barreau de PARIS
SCP MONFERRAN, Avocats au Barreau de TOULOUSE

EN PRESENCE :

Du **MINISTERE PUBLIC**
Des **PARTIES CIVILES**

PLAISE A LA CHAMBRE CORRECTIONNELLE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Le 22 février 2017, M. Eric Gamard, cité par les parties civiles Michel Massou et Laurent Lagailarde, a réitéré devant votre Cour, ses déclarations faites lors de l'audience du procès en appel à Toulouse du 15 décembre 2011 alors cité par moi-même.

Je rappelle ainsi mes conclusions déposées le 05 février 2012... :

Lors de l'audience du 15 décembre 2011, la Cour d'appel a entendu Monsieur Eric GAMARD et M. Jérôme MAHEUT, témoins cités par moi-même.

Eric GAMARD a confirmé à la Cour la récupération de 9 tronçons du câble 63KV rompu le 21 septembre 2001 au nord ouest du cratère. Ces tronçons ont bien été enlevés par deux équipes de EDF-RTE de Toulouse et de Pau.

Le témoin a indiqué que chacune de ces deux équipes a récupéré ces câbles pour les voir quelques jours plus tard revendus à des ferrailleurs.

La récupération des tronçons de câbles n'a eu lieu qu'en juillet 2002 et au hasard parmi des chutes de câbles, chez un grossiste et 9 tronçons ont été livrés à la justice parmi ces chutes.

Eric GAMARD est certain qu'un des deux tronçons ayant subi la rupture a été enlevé par l'équipe de EDF-RTE de Pau, l'autre ayant été enlevé par la sienne à Toulouse. Ces deux tronçons ont tous les deux été revendus à des ferrailleurs de leur choix.

Il n'y a donc aucune chance, selon Eric GAMARD, que ces deux tronçons se soient retrouvés même avec un extrême hasard au sein du grossiste sollicité en juillet 2002 par EDF-RTE.

Les 9 tronçons d'EDF-RTE livrés à la justice n'ont aucune chance d'être tous issus du câble Lafourguette – Pont des Demoiselles.

Les 2 tronçons d'EDF-RTE liés à la rupture et analysés par les experts judiciaires et la société Serma Technologies ne peuvent pas être tous les deux authentiques.

Les supérieurs hiérarchiques de Eric GAMARD lui ont confirmé par écrit en 2011 (lettre remise par Eric GAMARD et lue par le Président du tribunal Bernard Brunet ce 15 décembre 2011) qu'il ne devait surtout pas remettre en cause le problème de l'authenticité des câbles soulevé par celui-ci car EDF n'avait jamais été mise en cause par la Justice.

Jérôme MAHEUT confirme la date de Juillet 2002 pour les demandes d'obtention de ces tronçons de câble par les experts judiciaires.

Jérôme MAHEUT, le supérieur hiérarchique toulousain de Eric GAMARD en 2001 et 2002, a confirmé à la barre qu'aucun traçage écrit de la récupération de ces tronçons n'a été effectué au sein d'EDF-RTE et qu'il a supposé, à tort, que ces 9 tronçons de câbles avaient été automatiquement mis de côté pour les besoins de la Justice, par ses équipes dès les premiers jours.

Jérôme MAHEUT n'a donc remis aucun document lié à cet éventuel traçage aux experts judiciaires ou au SRPJ, et ceux-ci ne les lui ont jamais réclamés.

Sur la demande tendant à la réouverture d'une enquête judiciaire

Ceci introduit une première demande de Donner Acte des informations fournies à la Cour par le témoignage de M. Eric GAMARD, confirmé par le témoin Jérôme MAHEUT, sur l'absence d'authentification du câble expertisé, rendant cette expertise caduque.

Ceci vient contredire les experts judiciaires dans leurs conclusions concernant ce câble 63KV.

Les experts judiciaires n'ont ainsi :

1. Jamais exigé la vérification de l'authenticité des 9 tronçons du câble 63 kV alors que ceux-ci leurs ont été remis près de 10 mois après la catastrophe d'AZF
2. Jamais demandé de vérifier si les traces d'impacts sur ces 9 tronçons de câble pouvaient être compatibles chimiquement et mécaniquement avec les projections de l'explosion du hangar 221
3. Jamais exigé le moindre document de la part de EDF-RTE permettant de suivre le traçage de la récupération de ces tronçons afin d'éviter la moindre erreur ou confusion
4. Jamais demandé à la société Serma Technologies de vérifier la jonction des brins entre les deux bouts de tronçons concernés par la rupture et son analyse mécanique et chimique, ce qui aurait permis de découvrir le problème de l'authenticité de ces 2 tronçons (Pièce D5107)
5. Jamais répondu favorablement à la défense qui souhaitait l'été 2003 réaliser une vérification de l'authenticité du câble et un pré-examen de contrôle peu onéreux et aisé (pièce D3814)

Toute une partie de leur rapport final a été consacrée à l'expertise de ce câble 63 kV rompu lors de l'explosion d'AZF. Les nouvelles révélations faites par M. GAMARD ont des conséquences majeures sur le contenu de leur rapport et sur les interprétations du phénomène qui aurait rompu le câble (Pièce D6879 page 62 à 80).

Tout ceci induit **une invalidation de l'ensemble des conclusions des rapports des experts judiciaires sur les 5 points suscités.**

Ceci remet aussi en question la validation **du rapport final des experts judiciaires du collège Principal de Daniel Van Schendel.**

Le rapport de Michel MEUNIER (pièce D4879), mandaté par Grande Paroisse, a mis en évidence la correspondance possible entre les événements de court-circuit des phases du câble 63 kV Lafourquette – Pont des Demoiselles et les légères variations d'amplitude et de phase des enregistrements électriques du téléperturbographe TPE d'AZF.

Cette correspondance lui a autorisé une synchronisation horaire absolue extrêmement importante entre les événements électriques de l'usine AZF et ceux d'EDF, synchronisation précise et stratégique, reprise plusieurs fois par les experts judiciaires électriciens et par le collège principal des experts dans leur rapport final.

Michel MEUNIER a déclaré au début de son rapport qu'il n'a pas pu travailler sur les données brutes des téléperturbographes d'AZF et a dû se contenter d'un fichier PC issu d'une interrogation de ce TPE effectué par la Commission d'Enquête Interne de Total en dehors de tout cadre juridique. Etant donné qu'il a fait un rapprochement de ces données avec l'événement électrique de court-circuitage qui a précédé la rupture du câble 63 kV, et étant donné que l'authenticité de ce câble et les conclusions sur le type de rupture qu'a subi ce câble sont remises en cause par les nouvelles informations de M. GAMARD. Ceci remet en cause également l'authenticité des données exploitées par Michel Meunier.

Les experts judiciaires électriciens Pierre MARY et Paul ROBERT ont fournis, dans la pièce D6269 page 50 à 69, des impressions des courbes électriques des 3 phases du TPE d'AZF ayant, selon eux et selon Michel MEUNIER, été impactées électriquement par la rupture du câble 63 kV d'EDF-RTE. Aucune information précise ne permet de contrôler que ces courbes sont bien issues du TPE d'AZF, analysées sous contrôle judiciaire par AREVA T&D et non par une réutilisation d'un fichier informatique externe avec le logiciel WinAnalyse, comme celui remis à Michel MEUNIER par Grande Paroisse.

Je demande donc l'accès à ces documents d'origine fournis par AREVA T&D, montrant le format de stockage informatique de ces données dans le TPE et la preuve de l'impression directe de ces données à partir du TPE.

Je demande également **l'authentification des données informatiques exploitées par l'expert Michel Meunier et par les experts électriciens Pierre MARY et Paul ROBERT**

La Cour appréciera la somme d'informations majeures que ces études peuvent représenter dans la recherche de la manifestation de la vérité sur la catastrophe toulousaine.

Nous ne connaissons donc pas la signature de la rupture de ce câble, les caractéristiques d'une telle défaillance, son origine ni même les impacts sur toutes les structures métalliques le supportant. L'explosion du hangar 221 responsable de cette rupture de câble n'est donc en rien prouvée.

C'est ainsi que je demande à la Cour d'Appel que soit :

1. **DONNER ACTE** des révélations sur ce câble 63KV faites par les témoignages de M. Eric GAMARD et de M. Jérôme MAHEUT.
2. **DONNER ACTE** de l'invalidation du rapport final des experts judiciaires du collège Principal de Daniel Van Schendel. Et de l'authentification des données informatiques exploitées par l'expert Michel Meunier et par les experts électriciens Pierre MARY et Paul ROBERT

Je demande la réouverture d'enquête avec tous les compléments d'informations nécessaires pour déterminer la ou les causes de la catastrophe du 21 septembre 2001 avec la nomination de nouveaux experts dont la compétence et l'indépendance seront incontestables.

Ces faits nouveaux sur la rupture de ce câble électrique et les données des incidents électriques des lignes d'EDF au voisinage d'AZF ont été communiqués à la Cour d'Appel de Paris le 24 janvier 2017. Ceci justifie une réouverture de la procédure après avoir saisi la chambre d'instruction, réellement nécessaire pour la manifestation de la vérité.

PAR CES MOTIFS

Rejetant toutes conclusions contraires comme injustes ou mal fondées,

Par application des dispositions des articles 463 et 512 du Code de Procédure Pénale,

Considérant les témoignages de M. Eric Gamard et de M. Jérôme Maheut recueillis par la chambre correctionnelle de la Cour d'Appel de Toulouse le 15 décembre 2011, et considérant le témoignage de M. Eric Gamard ce 22 février 2017 devant la Cour d'Appel de Paris,

- ***Je demande à la cour d'Appel de Paris de donner acte que le scellé contenant le câble 63 kV attribué à la ligne Lafourquette – Pont des Demoiselles est un faux.***
- ***Je demande à la cour d'Appel de Paris de donner acte que l'authentification de ce câble n'a pas été demandée par les juges et les experts judiciaires et n'a donc pas été réalisée.***
- ***Je demande à la Cour d'Appel de Paris de considérer les conclusions des experts judiciaires concernant l'étude de ce câble comme infondées.***
- ***Ayant constaté que cet élément technique nouveau révélé par le témoin Eric Gamard remet en cause les conclusions des experts judiciaires contenues dans l'ordonnance de renvoi, il est demandé à la Cour de statuer sur sa compétence pour juger sur le fond dans le cadre de cette ordonnance de renvoi dont les qualifications n'ont plus de fondement, ni de motivations (Cf. l'article 222-23 du code pénal).***
- ***Il est demandé à la Cour de statuer sur la nécessité de renvoi de l'ensemble du dossier à la chambre d'instruction.***

Je sollicite la Cour d'Appel de Paris de se prononcer pour une réouverture d'enquête afin d'analyser de manière précise et exhaustive l'ensemble des données électriques du dossier AZF et de connaître le rôle précis des incidents électriques dans l'enchaînement de la catastrophe.

Ces demandes font suite

- aux remarques de mes conclusions déposées le 24 janvier 2017 à la Cour d'Appel de Paris, et à leurs annexes :

Cf. **2017-01-24 - Annexes EN 05 - Faux câble 63 kV rompu et mis sous scellé.pdf, Annexe 01**

Cf. **2017-01-24 - 3- 2012-02-05 Conclusions KB Câble aérien 63 kV de EDF-RTE.pdf, Annexe 02**

- et à la liste de mes questions au témoin Eric Gamard transmises à la Cour d'Appel de Paris le 22 février 2017 avant son audition :

Cf. **2017-02-22 Questions au témoin Eric GAMARD.pdf, Annexe 03**

Fait à Toulouse, le 27 avril 2017, **Kathleen BAUX**